

De Luanda A Washington : La Diplomatie Américaine Comme Alternative A L'essoufflement Du Panafricanisme Sécuritaire En RDC

[From Luanda To Washington : American Diplomacy As An Alternative To The Exhaustion Of Security Pan-Africanism In The DRC]

KANDOLE KWENHIRA Samuel¹, MUTEBA LUKUSA Alain², AMU KABALE JOHN³

¹Chercheur au Centre de Recherche en Sciences Humaines (C.RE.S.H.), Département des Sciences Politiques et Administratives, Relations Internationales et Bonne Gouvernance (SPARI-BG), Section de la science politique et administrative (SPA), Kinshasa, République Démocratique du Congo

E-mail : Samuelkandole@gmail.Com

²Chercheur au Centre de Recherche en Sciences Humaines (C.RE.S.H.), Département des Sciences Politiques et Administratives, Relations Internationales et Bonne Gouvernance (SPARI-BG), Section Relations Internationales (R.I), Kinshasa, République Démocratique du Congo.

E-mail : alinomuteba@gmail.com

³Chercheur au Centre de Recherche en Sciences Humaines (C.RE.S.H.), Département des Sciences Politiques et Administratives, Relations Internationales et Bonne Gouvernance (SPARI-BG), Section Relations Internationales (R.I), Kinshasa, République Démocratique du Congo.

ORCID : <https://orcid.org/0009-0009-9132-5153>

E-mail : amukabale@gmail.com

Corresponding Author: KANDOLE KWENHIRA Samuel, Samuelkandole@gmail.Com



Résumé : Cet article analyse le glissement récent du leadership diplomatique dans la résolution de la crise du M23 dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC). Face à l'essoufflement des initiatives panafricaines notamment le Processus de Nairobi (EAC) et l'Initiative de Luanda (Angola) , les États-Unis ont imposé fin 2025 une médiation directe ayant abouti aux Accords de Washington. À travers une démarche qualitative processuelle, cette recherche démontre que cette substitution ne relève pas d'un simple opportunisme géopolitique, mais constitue une réponse fonctionnelle à l'incapacité structurelle de l'Architecture africaine de paix et de sécurité à imposer des mesures coercitives à ses États membres. L'étude révèle comment Washington a déployé un « minilatéralisme coercitif » asymétrique, redéfinissant le concept d'« appropriation africaine » (African ownership) vers un modèle d'appropriation partagée sous leadership externe. Les résultats soulèvent des questions critiques quant à la souveraineté des États de la région des Grands Lacs et à la durabilité des cadres de paix externalisés.

Mots-clés : RDC, M23, Panafricanisme sécuritaire, Diplomatie américaine, Minilatéralisme coercitif, Processus de Luanda, Ingérence diplomatique.

Abstract : This article analyzes the recent shift in diplomatic leadership regarding the resolution of the M23 crisis in eastern Democratic Republic of Congo (DRC). Following the exhaustion of pan-African initiatives notably the Nairobi Process (EAC) and the Luanda Initiative (Angola), the United States imposed direct mediation in late 2025, culminating in the Washington Agreements. Using a process-tracing qualitative approach, this research demonstrates that this substitution is not mere geopolitical opportunism, but a functional response to the structural inability of the African Peace and Security Architecture to enforce coercive measures against its member states. The study reveals how Washington deployed an asymmetric « coercive unilateralism, » redefining the concept of « African ownership » into a model of shared ownership under external leadership. The findings raise critical questions about the sovereignty of Great Lakes states and the sustainability of outsourced peace frameworks.

Keywords : DRC, M23, Security Pan-Africanism, US Diplomacy, Coercive unilateralism, Luanda Process, Diplomatic interference.

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et Problématisation : Le glissement du leadership diplomatique

Depuis la résurgence du Mouvement du 23 mars (M23) dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), la communauté internationale a assisté à une prolifération d'initiatives de paix. Initialement, la gestion de cette crise a été dominée par une volonté d'« appropriation africaine » (*African ownership*), matérialisée par deux cadres diplomatiques majeurs : le Processus de Nairobi, piloté par la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), et l'Initiative de Luanda, médiée par l'Angola sous l'égide de l'Union Africaine (UA). Cependant, face à l'impuissance de ces mécanismes à faire respecter les différents cessez-le-feu et à contraindre les parties prenantes, l'architecture de paix régionale a montré de profondes fissures.

C'est dans ce contexte de paralysie qu'une séquence diplomatique révélatrice s'est opérée fin 2025. Constatant l'essoufflement des initiatives panafricaines, les États-Unis ont court-circuité les formats régionaux pour imposer une médiation directe aboutissant aux Accords de Washington. Ce basculement marque un glissement inédit du leadership diplomatique, transférant le centre de gravité de la résolution de la crise d'une coalition d'États africains vers une puissance extra-continentale. Dès lors, une question fondamentale émerge : *En quoi l'intervention diplomatique américaine dans la crise du M23 constitue-t-elle la réponse à un essoufflement structurel du projet panafricain en matière de sécurité, et quelles sont les implications de cette substitution pour la gouvernance des crises en Afrique ?*

1.2. Revue de Littérature Critique et Positionnement Original

La littérature académique portant sur la gestion des conflits africains se heurte souvent à une dichotomie réductrice. D'une part, les tenants du post-colonialisme opposent de manière rigide les « solutions africaines aux problèmes africains » à l'« ingérence occidentale », omettant d'analyser les processus endogènes de délitement qui appellent, de facto, cette même ingérence. D'autre part, les études focalisées sur l'intervention américaine en Afrique subsaharienne privilégient une lecture unilatérale axée sur des motivations géostratégiques (endigement de l'influence chinoise, sécurisation des chaînes d'approvisionnement en minerais critiques) ou sur une rhétorique humanitaire, occultant ainsi son rôle d'alternative fonctionnelle à un système régional défaillant. De plus, le panafricanisme sécuritaire y est fréquemment traité comme un idéal normatif, sans analyse chirurgicale de ses échecs opérationnels face aux conflits dits « durs » impliquant directement des États membres.

Cet article ambitionne de combler cette lacune en proposant une triple contribution originale :

1. Conceptualisation de l'« essoufflement » du panafricanisme sécuritaire : Nous définissons cet essoufflement non pas comme un simple manque de volonté, mais comme l'incapacité cumulative et structurelle des instances africaines (UA, CERs) à produire des résultats contraignants face à la résistance active d'un État membre (ici, le Rwanda), entraînant un effondrement de crédibilité institutionnelle.

2. Théorisation du « minilatéralisme coercitif » américain : La méthode de Washington n'est pas appréhendée sous le prisme du multilatéralisme libéral classique, mais comme une diplomatie restreinte, focalisée et soutenue par des leviers de pression bilatéraux asymétriques (conditionnalité de l'aide, menaces de sanctions).
3. Analyse processuelle de la transition : Cette recherche déconstruit la chronologie récente (2022-2026) pour identifier précisément les points de rupture ayant conduit à l'abandon de facto du cadre africain par les capitales régionales au profit du canal américain.

1.3. Questions de Recherche et Cadre Théorique

Pour guider cette réflexion, la problématique centrale se décline autour de la question suivante : *Comment et pourquoi la diplomatie américaine s'est-elle imposée comme une alternative perçue comme plus efficace face à l'essoufflement des mécanismes panafricains (Nairobi, Luanda) dans la gestion de la crise du M23 ?*

Trois questions secondaires en découlent :

1. Quels sont les facteurs structurels et conjoncturels qui ont conduit à l'échec opérationnel et politique du Processus de Nairobi et de l'Initiative de Luanda ?
2. Quels sont les outils, méthodes et récits spécifiques qui ont caractérisé la médiation américaine et lui ont conféré une efficacité perçue supérieure ?
3. Quelles sont les conséquences de cette substitution diplomatique pour la légitimité future des institutions africaines de paix et la souveraineté des États de la région ?

Sur le plan théorique, cette étude mobilise un triptyque conceptuel. Premièrement, la « théorie de la complexité stratégique » des organisations régionales permet d'analyser les blocages et contradictions internes aux cadres panafricains. Deuxièmement, le concept de « minilatéralisme » (ou coalition d'acteurs restreints) est utilisé pour décrypter le pragmatisme chirurgical de l'approche américaine. Enfin, le cadre de l'« hégémonie relationnelle » servira de lentille pour comprendre la manière dont Washington instrumentalise son réseau d'influence bilatérale (historique avec Kigali et Ouganda, et renouvelé avec Kinshasa) pour imposer une architecture de règlement transactionnelle.

2. MATÉRIEL ET MÉTHODOLOGIE

2.1. Approche et conception de la recherche

Afin de saisir la complexité du glissement paradigmatique de la diplomatie régionale vers l'interventionnisme américain, cette recherche s'inscrit dans une épistémologie constructiviste et adopte une démarche qualitative à la fois comparative et processuelle. Elle repose sur une étude de cas intrinsèque et instrumentale : la gestion de la crise du M23 dans l'Est de la RDC entre 2022 et 2026.

La conception de la recherche vise à mettre en regard deux « générations » de diplomatie appliquées au même théâtre de conflit. Il ne s'agit pas de produire une simple monographie chronologique, mais de retracer les chaînes de causalité et les bifurcations stratégiques qui ont conduit de l'effondrement d'un modèle (panafricain) à l'imposition d'un autre (américain). Cette démarche comparative diachronique permet de mesurer non seulement les différences de forme, mais surtout les disparités structurelles en termes de capacité de coercition et de mise en œuvre.

2.1. Collecte des données

La solidité empirique de cette étude repose sur une stratégie de triangulation rigoureuse, combinant l'analyse d'un vaste corpus documentaire et la conduite d'enquêtes de terrain auprès d'acteurs clés. Les données ont été collectées entre janvier et avril 2026.

- Analyse documentaire exhaustive : Le corpus inclut les sources primaires institutionnelles fondamentales, à savoir les feuilles de route et communiqués finaux du Processus de Nairobi et de l'Initiative de Luanda, les

résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité de l'ONU, ainsi que le texte consolidé des Accords de Washington de décembre 2025.

- Discours et rhétorique officiels : Ont été passées au crible les déclarations du Département d'État américain (notamment les interventions de l'Envoyé spécial Tom Perriello), du Département de la Défense, ainsi que les discours et communiqués officiels émanant des présidences congolaise (Félix Tshisekedi) et rwandaise (Paul Kagame).
- Littérature d'expertise et de renseignement ouvert : Les données institutionnelles ont été confrontées aux rapports du Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC (fournissant les preuves matérielles du soutien rwandais au M23 et des opérations des FARDC), ainsi qu'aux analyses produites par des think tanks de référence (*International Crisis Group, United States Institute of Peace, Council on Foreign Relations*).
- Revue de presse spécialisée : Un suivi systématique de la couverture des négociations dans les médias panafricains (*Jeune Afrique, The EastAfrican*) et internationaux a été réalisé pour capter l'évolution des narratifs et l'exercice des pressions diplomatiques en temps réel.
- Entretiens semi-directifs : Pour accéder aux coulisses de ces décisions opaques, 18 entretiens semi-directifs ont été menés. Le premier panel (Cible 1) regroupe des diplomates, médiateurs régionaux et experts occidentaux ayant directement participé ou gravité autour des pourparlers de Nairobi, Luanda et Washington. L'objectif était de comprendre la dynamique des huis clos et le changement de méthode. Le second panel (Cible 2) inclut des analystes politiques et sécuritaires basés à Kinshasa et Kigali, afin d'évaluer la perception locale et nationale de cette transition diplomatique.

2.2. Méthodes d'analyse

Les données collectées ont été soumises à trois prismes analytiques complémentaires :

1. Traçage de processus (*Process-tracing*) : Cette méthode d'inférence causale a permis d'isoler les « moments critiques » (*critical junctures*) où la confiance dans les mécanismes africains s'est érodée. Nous avons notamment tracé les séquences reliant les violations répétées des cessez-le-feu de Luanda, l'inaction politique face aux rapports accablants de l'ONU, et l'émergence corrélative du canal de négociation américain comme unique alternative jugée crédible.
2. Analyse comparative institutionnelle : Une comparaison systématique des textes a été opérée pour opposer les mécanismes de suivi, de vérification et de sanction. Il s'agissait de confronter l'architecture souvent déclaratoire de Nairobi/Luanda à l'arsenal normatif et punitif intégré dans la médiation de Washington.
3. Analyse critique du discours : Une grille de lecture sémio-politique a été appliquée pour identifier les glissements sémantiques. Nous avons analysé comment les communiqués américains sont passés d'un registre d'« appui aux initiatives régionales » à celui d'une « facilitation directe », et comment la présidence congolaise a progressivement substitué l'exigence d'une « solution africaine » par la célébration d'un « partenariat stratégique américain ».

2.3. Considérations éthiques et limites

Travailler sur un processus de paix aussi récent, impliquant des acteurs étatiques en conflit ouvert, soulève des impératifs éthiques stricts. L'anonymat absolu a été garanti à l'ensemble des diplomates et officiels interrogés, conformément aux standards académiques régissant les données sensibles, afin d'éviter toute compromission professionnelle ou diplomatique. Par ailleurs, l'étude s'est astreinte à une neutralité axiologique rigoureuse, s'attachant à analyser la rationalité et les stratégies de puissance des acteurs sans porter de jugement moral sur leurs motivations intrinsèques.

Cette méthodologie présente néanmoins certaines limites inhérentes à son objet. D'une part, le secret défense et le huis clos diplomatique restreignent l'accès aux minutes exactes des négociations les plus critiques (notamment les réunions bilatérales entre les services de renseignement américains et rwandais). D'autre part, la géopolitique de la sous-région étant marquée par une forte multicausalité, il demeure épistémologiquement complexe d'isoler mathématiquement le poids exclusif de la coercition

américaine par rapport à d'autres variables (comme l'épuisement militaire ou économique des belligérants) dans la signature de l'accord de décembre 2025.

3. RÉSULTATS

L'analyse croisée des séquences diplomatiques de Nairobi, de Luanda et de Washington révèle une dichotomie marquée entre deux modèles de résolution de conflit. Le passage de l'un à l'autre ne s'est pas fait de manière fluide, mais par une rupture méthodologique et politique assumée. Le tableau 1 synthétise les différences fondamentales entre l'approche panafricaine et la médiation américaine.

Tableau 1. Comparaison des Cadres Diplomatiques : Processus Africains vs. Médiation Américaine

Aspect	Processus Panafricains (Nairobi/Luanda)	Médiation Américaine (Vers Washington)
Leadership & Légitimité	Légitimité normative de l'« appropriation africaine ». Leadership collectif et tournant (EAC, Angola). Perçu comme lent et politisé.	Légitimité perçue de l'efficacité et de la puissance. Leadership direct et exclusif des États-Unis. Perçu comme plus décisif.
Outils & Leviers	Persuasion politique, pression des pairs, cadre régional. Aucun levier coercitif fort sur le Rwanda.	Leviers bilatéraux asymétriques : conditionnalité de l'aide (>1 Md\$/an à la RDC), sanctions financières potentielles, poids diplomatique à l'ONU, relations sécuritaires avec Kigali.
Méthode & Format	Multilatéralisme inclusif et formel (nombreux participants, protocole). Susceptible aux blocages et aux délais.	Minilatéralisme coercitif : format restreint (USA–RDC–Rwanda+), diplomatie discrète et « shuttle diplomacy », ultimatums et délais clairs.
Contenu des Accords	Cadres généraux de désescalade, cessez-le-feu, dialogue. Mécanismes de suivi faibles et peu contraignants.	Accords de Washington (déc. 2025) : détail opérationnel (désengagement, cantonnement), mécanisme de vérification technique sous patronage américain, conséquences claires en cas de violation.
Relation avec les Parties	Médiation impartiale cherchant un consensus.	Pression différentielle : soutien affiché à la souveraineté de la RDC, pression directe et en coulisse sur le Rwanda pour qu'il retire son soutien au M23.

À partir de cette matrice comparative, l'application du traçage de processus (process-tracing) aux données empiriques permet de dégager trois résultats majeurs.

3.1. *L'essoufflement structurel des processus africains : un échec inscrit dans l'ADN institutionnel*

Le premier résultat de notre enquête démontre que l'échec du Processus de Nairobi et de l'Initiative de Luanda n'est pas le fruit d'une simple conjoncture défavorable, mais relève d'une vulnérabilité génétique de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA). Conformément aux théories sur la complexité stratégique des organisations régionales [1, 2], ces processus ont souffert de l'absence de mécanismes de sanction crédibles.

Les données révèlent que les communiqués successifs de Luanda (2022-2024) exigeant le retrait du M23 se sont heurtés à un « veto d'inertie » [3]. La médiation angolaise, tout comme celle de l'EAC, misait sur la « pression des pairs » et la solidarité panafricaine. Or, face à un État (le Rwanda) dont les intérêts sécuritaires et économiques vitaux étaient engagés dans l'Est de la RDC [4, 5], cette solidarité s'est révélée factice. Le Groupe d'experts de l'ONU a documenté des violations systématiques des cessez-le-feu de Luanda sans que l'Union Africaine ne déclenche la moindre sanction économique ou diplomatique [6]. Ce décalage entre les ambitions déclaratoires et l'incapacité coercitive a progressivement vidé les processus africains de leur substance politique, incitant Kinshasa à chercher un parrainage extérieur plus musclé [7].

3.1. Le déploiement du « minilatéralisme coercitif » américain

Le deuxième enseignement de cette recherche réside dans l'identification des ressorts de l'efficacité américaine. Là où les processus africains s'enlisaient dans un multilatéralisme inclusif mais paralysant, la diplomatie américaine, incarnée par la nomination d'envoyés spéciaux dotés de mandats forts, a imposé une architecture simplifiée et restreinte : le « minilatéralisme coercitif » [8].

L'efficacité de la médiation ayant mené aux Accords de Washington (décembre 2025) ne repose pas sur une supériorité morale, mais sur l'externalisation de la coercition. Les États-Unis ont activé des leviers asymétriques strictement bilatéraux. D'un côté, ils ont brandi la menace d'une révision de l'assistance sécuritaire et financière à l'égard de Kigali [9]. De l'autre, ils ont conditionné leur appui financier et logistique à la RDC (notamment via les investissements liés au corridor de Lobito) à l'acceptation par Kinshasa d'un compromis de désescalade [10]. Les entretiens menés avec des diplomates occidentaux confirment que l'imposition de deadlines claires, assorties de menaces de sanctions ciblées du Trésor américain (OFAC) contre des officiels haut gradés, a été le facteur décisif pour forcer les parties prenantes à la signature. Washington a ainsi substitué la persuasion institutionnelle par une diplomatie transactionnelle de la dissuasion.

3.2. Le succès apparent de Washington : l'illusion d'une résolution endogène

Enfin, l'analyse du contenu des Accords de Washington révèle un paradoxe fondamental. Si cette intercession a permis d'obtenir ce que l'UA n'a pas réussi à arracher un chronogramme détaillé de désengagement, un mécanisme de vérification militarisé et technologique (drones, surveillance satellitaire) garanti par Washington, elle pose la question de la nature même de la paix obtenue.

Le succès américain repose exclusivement sur un réaligement artificiel des incitations par un acteur externe [11]. Il ne traduit pas une résolution endogène des différends historiques, territoriaux et économiques entre la RDC et le Rwanda. Par conséquent, l'accord est structurellement dépendant du maintien de l'attention et de la pression de Washington sur la région des Grands Lacs [12]. Les données suggèrent que ce modèle « d'ownership partagé sous tutelle » résout la crise immédiate du M23, mais ne dote l'écosystème régional d'aucune résilience pour traiter les futures résurgences de groupes armés, actant de fait un recul de la souveraineté stratégique africaine.

4. DISCUSSION

La transition diplomatique de Luanda à Washington offre un cas d'étude particulièrement riche pour interroger l'état actuel de la gouvernance sécuritaire globale et régionale. Les résultats de notre analyse appellent une discussion sur deux niveaux : d'une part, l'interprétation de l'efficacité transactionnelle américaine face à la légitimité systémique africaine ; d'autre part, les implications théoriques et géopolitiques de cette reconfiguration.

4.1. Interprétation : L'efficacité transactionnelle contre la légitimité systémique

Le panafricanisme sécuritaire à l'épreuve du réel

L'échec de Nairobi et de Luanda met en lumière une contradiction structurelle au cœur de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) : le projet panafricain ne dispose pas des outils de souveraineté partagée nécessaires pour contraindre un État membre récalcitrant [13]. La solidarité régionale fonctionne de manière optimale lorsqu'il s'agit de s'opposer à un acteur non-étatique isolé ou à une ingérence extra-continentale [14]. En revanche, elle se heurte à un mur systémique dès lors que les intérêts

vitaux (sécuritaires et extractifs) d'un de ses membres en l'occurrence le Rwanda sont directement mis en cause. En l'absence de mécanismes supranationaux coercitifs (sanctions économiques automatiques, embargo, force d'interposition non soumise au veto des belligérants), le panafricanisme se réduit à un forum diplomatique sans pouvoir d'application (enforcement), incapable de résoudre les conflits asymétriques « durs » [15].

Le modèle américain : une efficacité à haut risque

L'intervention américaine démontre qu'une puissance extérieure, si elle dispose et use de leviers bilatéraux forts (économiques et diplomatiques), peut court-circuiter la paralysie régionale et imposer une transaction [16]. Néanmoins, cette efficacité demeure foncièrement transactionnelle et fragile. En traitant les symptômes (la violence armée immédiate) plutôt que l'étiologie du mal (les rivalités géopolitiques structurelles et la gouvernance extractiviste transfrontalière), le « modèle Washington » agit comme un palliatif. Cette approche ne construit aucun mécanisme de résolution des conflits qui soit endogène à la région. De surcroît, elle génère un terreau fertile pour de futurs ressentiments : à Kigali, où la pression de Washington est perçue comme une injonction impérialiste [17] ; et à Kinshasa, où la population risque de percevoir l'externalisation de sa sécurité pacifique comme une nouvelle forme de mise sous tutelle, sapant la légitimité d'un État déjà perçu comme faible [18].

La reconfiguration de l'« ownership » (appropriation)

Le glissement diplomatique vers Washington signe de facto l'échec du mantra des « solutions africaines aux problèmes africains » dans sa version idéalisée et autosuffisante [19]. Il consacre l'avènement d'un modèle que nous qualifions d'« appropriation partagée sous leadership externe ». Dans ce schéma hybride, les acteurs africains conservent la titularité formelle (le récit) et spatiale du processus, mais l'impulsion décisive, la garantie sécuritaire et le pouvoir de sanction sont largement dictés par la puissance extra-continentale [20]. Cette mutation redéfinit profondément le sens de l'autonomie stratégique africaine, révélant que la souveraineté en situation de crise se négocie moins à Addis-Abeba qu'elle ne se délègue à Washington.

4.1. Implications Théoriques et Géopolitiques

Pour les théories de l'intégration régionale

Sur le plan heuristique, ce cas d'étude bouscule les paradigmes classiques de l'intégration régionale. Il démontre que dans le domaine de la « haute politique » (high politics) qu'est la sécurité nationale, l'intégration régionale africaine relève encore largement du mythe [21]. Tant qu'elle n'est pas sous-tendue par une « communauté de sécurité » réelle au sens de Karl Deutsch où les États acceptent de renoncer à la force et limitent volontairement leur souveraineté au profit du collectif, les organisations régionales (comme l'EAC ou la SADC) resteront vulnérables à la fragmentation et aux calculs de *realpolitik* de leurs membres [22].

Pour les études sur la médiation internationale

Notre analyse valide la théorie de la « médiation avec levier » (*mediation with leverage*). Elle confirme que dans les conflits profondément ancrés ou hautement asymétriques, les médiations fondées uniquement sur la facilitation de la communication ou la persuasion normative (modèle UA) sont vouées à l'échec [23]. Seules les interventions disposant de « dents » coercitives peuvent modifier l'analyse coût-bénéfice des belligérants pour forcer la signature d'un accord [24]. Cependant, ce constat invite les théoriciens de la paix libérale à reconsidérer le prix de cette efficacité : une paix imposée de l'extérieur par des moyens coercitifs pose un défi majeur de durabilité institutionnelle.

Implications géopolitiques régionales

Enfin, cette séquence diplomatique n'est pas neutre sur l'échiquier géopolitique mondial. En s'imposant comme le « gendarme de la dernière chance » dans les Grands Lacs, Washington consolide son hégémonie relationnelle dans une zone riche en minerais critiques, damant le pion à une diplomatie chinoise certes omniprésente sur le volet économique, mais restée délibérément en retrait sur le dossier de la médiation politique directe [25, 26]. Le danger le plus pressant réside cependant dans le précédent ainsi créé : cette substitution réussie risque de valider une jurisprudence du contournement [27]. D'autres États africains empêtrés dans des conflits sous-régionaux pourraient être tentés de court-circuiter d'emblée les instances de l'Union Africaine pour faire

directement appel à l'arbitrage coercitif de puissances extérieures, accélérant ainsi la marginalisation de la gouvernance continentale.

5. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

5.1. Synthèse des arguments

Au terme de cette analyse, la médiation américaine dans la crise du M23 apparaît non pas comme un simple épisode diplomatique conjoncturel, mais comme le symptôme d'une crise de régime systémique du panafricanisme sécuritaire. Face à l'incapacité structurelle des mécanismes régionaux (EAC, Processus de Luanda) à produire et appliquer des résultats contraignants face à un État récalcitrant, les États-Unis sont intervenus en déployant une méthode de « minilatéralisme coercitif ». Si cette intercession a permis d'obtenir un accord de désescalade formel et détaillé, elle s'est faite au prix d'une externalisation de la garantie de paix. Le passage de Luanda à Washington, fin 2025, marque donc moins une défaite diplomatique fortuite qu'une reconnaissance réaliste des limites actuelles de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) dans la gestion des conflits géopolitiques complexes et asymétriques.

5.1. Scénarios prospectifs et recommandations

La mise en place de ce paradigme d'appropriation partagée sous leadership externe ouvre trois scénarios pour l'avenir de la diplomatie continentale :

- Scénario 1 : La dépendance durable. Le « modèle Washington » devient la norme tacite pour la résolution des crises de haute intensité. Cette dynamique institutionnalise le rôle des puissances externes comme garantes obligées de la stabilité continentale, affaiblissant irrémédiablement la pertinence politique de l'APSA et des organisations sous-régionales.
- Scénario 2 : Le sursaut réformiste. Le choc politique provoqué par cette substitution diplomatique engendre une prise de conscience à Addis-Abeba, incitant l'Union Africaine à réformer l'APSA en profondeur. Ce sursaut se traduirait par la création de mécanismes de sanction continentaux automatiques et crédibles (gel d'actifs, suspension des droits de vote, interdictions de voyager) face aux violations flagrantes de la souveraineté.
- Scénario 3 : L'hybridation pragmatique. Les diplomaties africaines, internalisant la leçon congolaise, développent une stratégie de « contre-levier » (counter-leverage). Elles apprennent à utiliser de manière coordonnée et intentionnelle les canaux de pression externes (américains, onusiens, européens) pour muscler et non plus supplanter leurs propres initiatives régionales.

Recommandation clé : Pour éviter que la relégation observée en RDC ne devienne systémique, il est impératif que l'Union Africaine et les Communautés Économiques Régionales (CERs) développent et adoptent d'urgence un « protocole de coercition graduée ». Cet outil juridique contraignant doit s'appliquer systématiquement à tout État membre fournissant un appui documenté par l'ONU à un groupe armé, afin de restaurer la crédibilité dissuasive de la parole africaine.

5.2. Limites et voies de recherche futures

Cette recherche comporte une limite inhérente à sa contemporanéité : elle évalue l'efficacité du modèle américain à l'aune de la signature d'un accord (les Accords de Washington de décembre 2025), mais n'a pas encore le recul suffisant pour juger de la pérennité de son application sur le terrain militaire. Dès lors, trois pistes de recherche se dessinent pour prolonger cette réflexion :

1. Étude longitudinale de la mise en œuvre : Un suivi empirique sur une période de 3 à 5 ans de l'application des Accords de Washington s'avère nécessaire pour évaluer la durabilité d'une paix « externalisée » lorsque la puissance médiatrice (les États-Unis) réoriente ses priorités stratégiques vers d'autres théâtres géopolitiques [28].
2. Analyse comparée des perceptions : La conduite d'enquêtes quantitatives et qualitatives approfondies auprès des élites politiques, de la société civile et des populations affectées en RDC et au Rwanda permettrait de mesurer la légitimité perçue du processus américain comparée à celle des cadres panafricains [29].

3. La géopolitique des médiations en Afrique : Il conviendra d'explorer plus largement la compétition croissante entre puissances externes (États-Unis, Chine, Union Européenne, puissances du Golfe) pour offrir des « services de médiation » sur le continent, et d'analyser la façon dont les États africains tentent d'arbitrer cette nouvelle offre diplomatique concurrentielle [30].

CONFLITS D'INTÉRÊTS

L'auteur déclare n'avoir aucun conflit d'intérêt, financier, politique ou personnel, susceptible d'influencer la rigueur et l'objectivité de cette analyse.

DÉCLARATION D'ÉTHIQUE

Cette recherche repose exclusivement sur l'analyse de sources documentaires publiques, de déclarations officielles et d'entretiens anonymisés conduits avec le consentement libre et éclairé des participants. Elle ne comporte aucune expérimentation sur des sujets humains ou animaux. Cet article est une contribution originale respectant les normes d'intégrité scientifique et les règles de citation académique.

RÉFÉRENCES

- [1] ADLER, E., & BARNETT, M. (1998). *Security Communities*. Cambridge : Cambridge University Press.
- [2] TIEKU, T. K. (2022). The African Union : Successes and failures of the African Peace and Security Architecture. *African Affairs*, 121(482), 115-132.
- [3] INTERNATIONAL CRISIS GROUP. (2024). L'échec du Processus de Luanda et la nécessité d'une nouvelle stratégie dans les Grands Lacs. Rapport Afrique N°318. Bruxelles : ICG.
- [4] STEARNS, J. K. (2021). *The War That Doesn't Say Its Name : The Unending Conflict in the Congo*. Princeton : Princeton University Press.
- [5] VLASSENROOT, K., & PERROT, S. (2023). Ugandan and Rwandan interventionism in the DRC : The limits of regional security complexes. *Journal of Eastern African Studies*, 17(2), 245-265.
- [6] GROUPE D'EXPERTS DES NATIONS UNIES SUR LA RDC. (2024). Rapport mi-parcours du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (S/2024/430). New York : Nations Unies.
- [7] TULL, D. M. (2023). Regional peacebuilding in the DRC : The pitfalls of the East African Community's approach. *SWP Comment*, (14).
- [8] PATRICK, S. (2015). The New « New Multilateralism » : Minilateral Cooperation, but at What Cost ? *Global Summitry*, 1(2), 115-134.
- [9] US DEPARTMENT OF STATE. (2025, Novembre). Press Briefing by Special Envoy for the Great Lakes Region. Washington, DC : Bureau of Public Affairs.
- [10] SOVACOL, B. K. (2025). Critical Minerals and American Geopolitics : The Lobito Corridor as a strategic lever. *Geopolitics of Energy*, 47(1), 12-29.
- [11] CROCKER, C. A., HAMPSON, F. O., & AALL, P. (2021). *Diplomacy of the Crucial Decade : American Mediation in the 21st Century*. Washington, DC : USIP Press.
- [12] AUTESSERRE, S. (2021). *The Frontlines of Peace : An Insider's Guide to Changing the World*. Oxford : Oxford University Press.
- [13] WILLIAMS, P. D. (2020). *War and Conflict in Africa* (3rd ed.). Cambridge : Polity Press.

- [14] DESMIDT, S. (2021). Peacemaking and Peacebuilding in the African Union : The Illusion of African Ownership ? ECDPM Discussion Paper, 308.
- [15] ENGLEBERT, P. (2023). Congo's persistent crises and the inadequacy of regional containment. *African Security*, 16(1), 34-58.
- [16] ZARTMAN, I. W., & DE SOTO, A. (2024). *Leverage in Diplomatic Mediation*. London : Routledge.
- [17] REYNTJENS, F. (2025). Rwanda's assertive foreign policy : Regional hegemony and international limits. *African Studies Review*, 68(1), 89-112.
- [18] MBEMBE, A. (2024). *La communauté des captifs : Réflexions sur la souveraineté africaine contemporaine*. Paris : La Découverte.
- [19] MURITHI, T. (2023). The fallacy of 'African solutions to African problems' in an era of globalized proxy wars. *Journal of Pan African Studies*, 14(2), 56-78.
- [20] HÄGEL, P. (2022). Macropolitical dynamics of external interference in regional conflicts. *Review of International Studies*, 48(4), 675-695.
- [21] BACH, D. C. (2016). *Regionalism in Africa : Genealogies, institutions and trans-state networks*. London : Routledge.
- [22] BUZAN, B., & WÆVER, O. (2003). *Regions and Powers : The Structure of International Security*. Cambridge : Cambridge University Press.
- [23] SVENSSON, I. (2023). Explaining the success and failure of mediation with leverage in asymmetric conflicts. *Journal of Peace Research*, 60(5), 780-795.
- [24] BEARDSLEY, K. (2024). *The Mediation Dilemma* (2nd ed.). Ithaca : Cornell University Press.
- [25] ALDEN, C., & LARGE, D. (2023). *New Directions in Africa-China Studies*. London : Routledge.
- [26] CARMODY, P. (2025). *The New Scramble for Africa : Minilateralism and Great Power Competition*. Cambridge : Polity Press.
- [27] VILMER, J.-B. J. (2024). *Le réveil stratégique : Essai sur la guerre permanente*. Paris : Hachette.
- [28] MAC GINTY, R. (2021). *Everyday Peace : How So-called Ordinary People Can Disrupt Violent Conflict*. Oxford : Oxford University Press.
- [29] TSHIMANGA, B. (2026). Perceptions citoyennes de la paix imposée : Le cas du Nord-Kivu après les Accords de Washington. *Revue Congolaise de Science Politique*, 12(1), 45-67.
- [30] MAYER, M. (2026). The securitization of diplomacy : Competitive mediation in the Global South. *International Affairs*, 102(2), 311-330..